

La présence économique chinoise au Kazakhstan

Volontarisme chinois et appréhensions centre-asiatiques

SÉBASTIEN PEYROUSE

Le Kazakhstan est devenu en quelques années le second partenaire de la Chine dans l'espace postsoviétique après la Russie. Les relations économiques entre Astana et Pékin sont marquées par un fort déséquilibre de puissance qui inquiète certains cercles dirigeants kazakhstanaï, bien que la formidable opportunité de développement offerte par le voisinage chinois suscite également l'espoir de sortir le pays de la crise qui a suivi la disparition de l'Union soviétique.

L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a permis aux États d'Asie centrale de redécouvrir leur voisin chinois, oblitéré de la réalité économique et culturelle de la région durant les années du conflit sino-soviétique. En moins de deux décennies, Pékin a su profiter de la disparition de la menace soviétique pour lancer son programme de développement du « Grand Ouest » et ouvrir le Xinjiang aux pays frontaliers, tandis que les États d'Asie centrale, en quête de nouveaux partenaires, ont cherché à tirer profit du dynamisme chinois et à intégrer la zone de prospérité de l'Asie-Pacifique. Si les autorités chinoises se font un point d'honneur à établir des relations cordiales avec les cinq États de la région, le Kazakhstan bénéficie d'un statut particulier : le partenariat sino-kazakhstanaï est en effet qualifié de « stratégique », le niveau le plus élevé des titres diplomatiques, confirmant qu'Astana est considérée comme un allié politique majeur par Pékin dans l'espace postsoviétique et ce, d'autant plus que le gouvernement kazakhstanaï affiche une politique multivectorielle équilibrée face à la présence encombrante de Moscou⁽¹⁾.

Ce partenariat sino-kazakhstanaï privilégié s'appuie sur une réalité économique aux multiples facettes. Aujourd'hui, le commerce sino-kazakhstanaï constitue plus des deux tiers (environ 70 %) de l'ensemble du commerce sino-centre-asiatique. Contrairement à l'autre puissance historique de la région, l'Ouzbékistan d'Islam Karimov, le Kazakhstan du Président Nursultan Nazarbaev, en poste depuis 1989, a entrepris d'importantes réformes de libéralisation économique qui, malgré leurs limites, attirent aujourd'hui les investisseurs étrangers⁽²⁾. Le Kazakhstan est ainsi devenu le deuxième pays le plus riche de l'espace postsoviétique : avec un PIB par habitant estimé à 9 400 dollars en 2006, il est

classé juste derrière la Russie (environ 12 000 dollars) mais devant les autres pays d'Asie centrale (entre 1 300 et 8 500 dollars). En 15 ans, il a réussi à faire chuter de moitié son taux de population vivant sous le seuil de pauvreté (moins de 25 % aujourd'hui) alors que, dans les quatre autres États de la région, plus de la moitié de la population est encore considérée comme « pauvre ». Le pays a en outre réussi à faire émerger des classes moyennes, gage de sa stabilité sur le long terme.

Depuis le début des années 1990, la croissance exponentielle des relations économiques avec la Chine n'a jamais été remise en cause. Le Kazakhstan a même ouvert un consulat général à Hong Kong en 2003 et un à Shanghai en 2005 afin de faciliter le développement des échanges. Toutefois, les relations économiques entre les deux pays laissent apparaître de multiples déséquilibres qui soulèvent de plus en plus de questions au Kazakhstan, dans la classe politique comme parmi les experts locaux. Alors que le discours officiel chinois prône la complémentarité des deux économies et le bénéfice mutuel des échanges commerciaux, cette vision optimiste est largement contestée sur place. Les inquiétudes kazakhstanaïes quant à une possible mainmise chinoise sur leur pays ne s'appuient pas uniquement sur des arguments

1. Sur les relations entre la Chine et l'Asie centrale, voir Thierry Kellner, *L'Occident de la Chine, Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, Paris, PUF, 2007. Thierry Kellner, « La tranquille montée en puissance de la Chine en Asie centrale », *La Revue internationale et stratégique*, n° 64, 2007, p. 143-154. Valérie Niquet, « La Chine et l'Asie centrale », *Perspectives chinoises*, n° 96, 2006, <http://perspectiveschinoises.revues.org/document995.html>, consulté le 15 août 2008.
2. Pour un bilan économique de la région depuis l'indépendance, voir Richard Pomfret, *The Central Asian Economies since Independence*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 2006. Sur la situation politique en Asie centrale, voir Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, *Asie centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, Paris, Autrement-CERI, 2006.

Rencontre entre les présidents chinois, Hu Jintao, et kazakh, Nursultan Nazarbaev, le 18 août 2007 à Astana.

© AFP



économiques. Elles doivent être replacées dans un contexte social où la sinophobie reste très présente : la méconnaissance générale de la Chine et la peur du trop grand différentiel de puissance démographique sont appelées à peser sur les réactions de la société kazakhstanaise face au développement de la présence chinoise.

Structuration des relations économiques bilatérales

Si, dans les années 1990, les accords signés par Pékin et Astana sont principalement diplomatiques (stratégie de « bon voisinage » et règlement des litiges frontaliers), ils prennent par la suite une coloration nettement plus économique. En juin 2003, à l'occasion de la visite de Hu Jintao au Kazakhstan, un programme de coopération entre les deux pays est adopté pour la période 2003-2008. La visite de Nursultan Nazarbaev en Chine en décembre 2006 donne lieu à la signature d'une « Stratégie de coopération au XXI^e siècle » et à une « Conception pour la coopération économique entre le Kazakhstan et la Chine ». Enfin en août 2007, lors d'une nouvelle visite de Hu Jintao à Astana, un « Programme de coopération bilatérale dans les secteurs économiques non liés aux matières premières » est signé, complété par un memorandum de coopération pour les trois ans à venir (2008-2010)⁽³⁾. En avril 2008, le Premier ministre kazakhstanaise Karim Masimov signe la mise en route de ce programme lors du forum des entrepreneurs sino-kazakhstanaïses⁽⁴⁾. Pour l'économie kazakhstanaïse, l'enjeu est de taille : il s'agit d'éviter la trop grande spécialisation du pays en exportation de matériaux bruts et de développer au maximum l'acquisition de technologies venues de Chine.

Un commerce bilatéral exponentiel, mais qui fait débat au Kazakhstan

Pour favoriser le commerce, plusieurs commissions bilatérales ont été créées⁽⁵⁾. La principale est le Comité sino-kazakhstanaïse pour la coopération, fondé en 2004 et dirigé par les Premiers ministres chinois et kazakhstanaïses. Il est constitué d'une dizaine de sous-comités spécialisés, par exemple sur les finances, la biotechnologie, le pétrole et le gaz, ainsi que l'emploi de l'énergie atomique à des fins civiles. Il est critiqué dans certains milieux pour son opacité, qui permettrait aux autorités chinoises d'acheter des décisions en leur faveur. La montée d'influence politique de la Chine en Asie centrale s'avère en effet une question sensible, le phénomène des groupes d'influence étant considéré comme honteux

et dangereux, car susceptible de jeter le discrédit sur une partie des élites, voire sur les chefs d'État eux-mêmes. Les médias kazakhstanaïses, ainsi qu'une partie des analystes locaux et des opposants politiques mentionnent ainsi régulièrement, pour le dénoncer, l'existence d'un « lobby chinois » influent au sein des cercles économiques dirigeants et incarné, entre autres, par ce Comité sino-kazakhstanaïse⁽⁶⁾. Pour le Kazakhstan, l'avenir des relations économiques avec la Chine est bilatéral. Ce face-à-face sino-kazakhstanaïse sera même renforcé par l'adhésion d'Astana à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui permettra aux entreprises chinoises de mieux investir le marché kazakhstanaïse. Les relations économiques se développent cependant également, bien que partiellement, dans un cadre multilatéral, celui de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), même si l'implantation chinoise *via* l'OCS est bien plus importante au Kirghizstan et au Tadjikistan. Ainsi, les 900 millions de dollars de crédit proposés par Pékin en 2004 – mis en œuvre à partir de 2006 – sont principalement destinés aux États les plus pauvres de la région, non au Kazakhstan⁽⁷⁾. Néanmoins, l'Organisation a impulsé des projets impliquant tous les États de la région comme l'auto-route mer Caspienne-Chine, qui part de Russie et traverse le Kazakhstan, des liaisons ferroviaires et la construction de stations hydroélectriques. Toutefois, malgré les mesures adoptées par le Conseil des affaires de l'OCS pour renforcer les liens entre États centre-asiatiques, la mésentente

3. Gulzhakhan Khadzheva, « Kazakhstan i Kitaj: strategicheskie podkhody k ekonomicheskomu sotrudnichestvu » (Kazakhstan et Chine : approches stratégiques de la coopération économique), in Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse (éd.), *Central'naja Azija-Kitaj: ot geopolitiki k partnerstvu* (Asie centrale – Chine : de la géopolitique au partenariat), Almaty, KISI, 2008.
4. « Po itogam 2007 goda Kitaj zanimaet 4oe mesto v spiske torgovykh partnerov Kazakhstana » (Selon le bilan de l'année 2007, la Chine est en quatrième position parmi les partenaires commerciaux du Kazakhstan), 24 juin 2008, http://news.zakon.kz/main/news/business_and_finance/4406-po-itogam-2007-goda-kitaj-zanimaet-4.html, consulté le 11 août 2008.
5. Gul'den Zholanova, « O nekotorykh aspektakh kazakhstansko-kitajskogo ekonomicheskogo sotrudnichestva v ramkakh shos: politologicheskij analiz » (Quelques aspects de la coopération économique sino-kazakhstanaïse dans le cadre de l'OCS : analyse politique), *Analytic*, n° 1, 2008, p. 27-37.
6. Entretiens à Almaty avec Dosym Satpaev, 6 mars 2008, et Konstantin Syroezhkin, 4 mars 2008.
7. Iida Ashimbaeva, « Dostizhenija i problemy kazakhstansko-kitajskikh ekonomicheskikh otnoshenij » (Aboutissements et problèmes des relations économiques sino-kazakhstanaïses), 22 mars 2007, <http://www.postsoviet.ru/page.php?pid=118>, consulté le 12 août 2008.

entre dirigeants en ralentit souvent l'exécution⁽⁸⁾. Plusieurs spécialistes kazakhstaniens se plaignent par ailleurs de l'incapacité de l'OCS à promouvoir ses stratégies économiques dans les cercles d'affaires : certaines de ses décisions resteraient au stade de la déclaration d'intention par manque d'information auprès des chefs d'entreprise⁽⁹⁾.

Il est difficile d'évaluer de manière précise les chiffres du commerce sino-kazakhstaniens. Les statistiques officielles prennent en effet peu en compte l'ampleur du commerce transfrontalier et ne peuvent mesurer ni l'importance du commerce illégal, en particulier celui des métaux⁽¹⁰⁾, ni celui de la contrebande, par exemple l'anhydride acétique, le précurseur chimique nécessaire à la transformation de l'opium en héroïne⁽¹¹⁾. Nombreux sont les spécialistes qui relèvent des différences conséquentes entre les statistiques chinoises et kazakhstaniens. Ainsi, lorsque le Kazakhstan déclare, en 1999, 550 millions de dollars de commerce avec la Chine, Pékin en certifie déjà plus d'un milliard. En 2005, l'écart se creuse : le Kazakhstan aurait importé de Chine pour 1,2 milliard de dollars selon Astana, pour près de 4 milliards selon Pékin, et exporté pour 2 423 millions de dollars selon Astana, plus de 500 millions supplémentaires selon les chiffres chinois⁽¹²⁾. Une partie de cette différence s'explique par des raisons politiques : Astana cherche à augmenter le poids de ses exportations et à sous-estimer les importations chinoises afin d'atténuer un différentiel trop favorable à la Chine. Ainsi, en 2006, le déficit commercial du Kazakhstan par rapport à son voisin était d'au moins 1,14 milliard de dollars, soit 15 % de plus qu'en 2005⁽¹³⁾. L'autre part s'explique par des différences de comptabilité, les hommes d'affaires kazakhstaniens ayant tout intérêt à sous-estimer leurs flux commerciaux afin d'éviter les taxations, à la différence de leurs collègues chinois qui bénéficient d'avantages fiscaux à l'exportation⁽¹⁴⁾.

La progression chinoise est telle que Pékin est en train de rattraper le principal partenaire commercial du Kazakhstan qu'est la Russie. En 1992, le commerce sino-centre-asiatique, qui est aux deux tiers un commerce sino-kazakhstaniens, atteignait péniblement les 422 millions de dollars, puis les 512 millions en 1993. Il chute en 1994 suite au durcissement des procédures de visas puis remonte rapidement, atteignant 699 millions de dollars en 1997⁽¹⁵⁾. Il connaît une nouvelle décline (588 millions) due à la crise économique russe de l'été 1998, qui affecte également l'Asie centrale, puis entame une expansion que plus rien ne semble pouvoir freiner. Il passe ainsi le milliard de dollars en 2000 pour se voir découpler en six ans, avec plus de 10 milliards de dollars pour l'année 2006. Le volume des échanges a donc triplé

entre 2002 et 2005 mais reste très largement en faveur des exportations chinoises, qui dominent aux deux tiers, pour un tiers d'exportations kazakhstaniens. Ainsi, en 2006, la Chine constitue 15,5 % du commerce extérieur du Kazakhstan (près de 9 milliards de dollars) et se rapproche de la Russie, qui est à 18,8 % (près de 11 milliards)⁽¹⁶⁾. Le ministère du Commerce de Chine annonce de son côté 10,8 milliards de dollars, ce qui mettrait Moscou et Pékin à égalité⁽¹⁷⁾, tandis que Vladimir Paramonov et Aleksei Stokov y rajoutent encore plus de deux milliards de dollars de commerce illégal, ce qui assurerait déjà la suprématie commerciale de la Chine sur la Russie⁽¹⁸⁾. Selon les experts kazakhstaniens, le chiffre du commerce bilatéral devrait atteindre les 15 milliards de dollars pour 2008⁽¹⁹⁾.

Le déséquilibre de puissance entre la Chine et le Kazakhstan reste flagrant puisqu'en 2006, le second ne représente que 0,49 % du commerce extérieur du premier (l'ensemble de l'Asie centrale en représentant 0,60 %)⁽²⁰⁾. Ce déséquilibre se reporte sur les investissements extérieurs : en 2005, la Chine a injecté dans l'économie kazakhstaniens 1,2 milliard de dollars (82 % dans le secteur des hydrocarbures et 14 % dans le secteur de la construction), tandis que le Kazakhstan n'a pu investir en Chine que 7,6 millions de dollars⁽²¹⁾. Les économies chinoise et kazakhstaniens s'avèrent pourtant en grande partie complémentaires.

8. Gul'den Zholamanova, « O nekotorykh aspektakh kazakhstansko-kitajskogo ekonomicheskogo sotrudnichestva v ramkakh shos: politologicheskij analiz », *op. cit.*, p. 27-37.

9. *Ibid.*, p. 30.

10. Railia Mukimdzhanova, *Strany Central'noj Azii. Azijskij vektor vneshnej politiki* (Les pays d'Asie centrale. Le vecteur asiatique de la politique extérieure), Moscou, Nauchnaja kniga, 2005, 201 p.

11. « Precursor Control on Central Asia's Borders with China », *United Nations Office On Drugs And Crime Regional Office For Central Asia*, Vienne, sans date.

12. « Sindrom Khorgosa? » (Le syndrome de Khorgos), *Kazakhstanskaja pravda*, 27 mai 2005, <http://www.nomad.su/?a=13-200605290119>, consulté le 19 août 2008.

13. Information communiquée sur le site de l'ambassade du Kazakhstan en Chine : <http://www.kazembchina.org/create/bike/home.jsp?tablename=itemcontent&iid=7386256821857348225&tableFlag=itemtable>, consulté le 19 août 2008.

14. Gaël Raballand et Agnès Andréy, « Why should Trade between Central Asia and China Continue to Expand? », *Asia Europe Journal*, vol. 5, n° 2, 2007, p. 235-252.

15. Vladimir Paramonov et Aleksei Stokov, « Ekonomicheskoe prisutstvie Rossii i Kitaja v Central'noj Azii » (La présence économique de la Russie et de la Chine en Asie centrale), *Conflict Studies Research Centre, Central Asian Series*, 07/12, 2007, p. 4.

16. *Ibid.*, p. 6.

17. *Ibid.*, p. 9.

18. *Ibid.*, p. 8.

19. « Kazakhstan i Kitaj podpisali memorandum o sotrudnichestve » (Le Kazakhstan et la Chine ont signé un mémorandum de coopération), <http://www.rosbalt.biz/2008/06/24/497067.html>, consulté le 12 juillet 2008.

20. Vladimir Paramonov et Aleksei Stokov, « Ekonomicheskoe prisutstvie Rossii i Kitaja v Central'noj Azii », *op. cit.*, p. 6.

21. Iida Ashimbaeva, « Dostizhenija i problemy kazakhstansko-kitajskikh ekonomicheskikh otnoshenij », *op. cit.*

Ainsi, la Chine exporte au Kazakhstan plus de 80 % de produits finis de consommation courante (textile, chaussures, électroménager, jouets, électronique, pièces détachées, produits pharmaceutiques, agroalimentaire) tandis que le Kazakhstan exporte de son côté plus de 85 % de matières premières (pétrole, métaux ferreux et non ferreux)⁽²²⁾. Dans certains secteurs comme l'aluminium, le caractère unidirectionnel des flux est impressionnant : ainsi, plus de 95 % des exportations d'aluminium kazakhstanais se font en direction de la Chine⁽²³⁾. Parmi les métaux, outre l'uranium (cf. *infra*), la Chine cherche également à s'implanter sur le marché de l'or kazakhstanais. Ainsi, en 2005, la China National Gold Group Association et le complexe métallurgique Kazakhaltyn Mining ont signé un contrat instituant une *joint-venture* d'exploitation de gisements d'or au Kazakhstan⁽²⁴⁾. Cette structuration du commerce bilatéral est loin de faire l'unanimité : de plus en plus d'experts kazakhstanais dénoncent le cantonnement de l'économie nationale aux matières premières et la liquidation des dernières industries de transformation et d'agroalimentaire. La situation est dénoncée par exemple par Alida Achimbaeva, directrice de l'Institut du marché mondial à Almaty⁽²⁵⁾, qui pense que cette logique met en danger l'indépendance économique du Kazakhstan, et par Konstantin Syroezhkin, principal sinologue de l'Institut d'études stratégiques du Kazakhstan, qui affirme que les « succès économiques de la Chine vont de manière objective à l'encontre de tous les intérêts économiques centre-asiatiques dans le secteur du traitement industriel et dans une certaine mesure de l'agriculture⁽²⁶⁾ ». Arrivant à la même conclusion, Vladimir Paramonov, basé à Tachkent, affirme que cette tendance pourrait provoquer une crise socioéconomique importante dans la région⁽²⁷⁾. Le directeur du Risk Assessment Group, Dosym Satpaev, pense quant à lui qu'Àstana n'a de toute façon pas d'autre choix que d'abandonner toute industrie de transformation et de se spécialiser uniquement dans les hydrocarbures, l'uranium, l'hydroélectricité, les céréales et le transit⁽²⁸⁾.

Deux domaines sensibles : le commerce de valise et les joint-ventures sino-kazakhstanaises

Les acteurs individuels et institutionnels du commerce sino-kazakhstanais peuvent être classés en trois catégories : les commerçants à la valise ou « shop-touristes », qui sont présents essentiellement dans les échanges frontaliers ; les entrepreneurs privés, souvent Ouïgours et Dounganes dans les années 1990 mais aujourd'hui remplacés par des Hans,

qui s'implantent au Kazakhstan dans les secteurs les plus rentables, et enfin les Corps de production et de construction du Xinjiang ou CCPX (*Xinjiang shengchan jianshe bingtuan*), qui compteraient pour plus du tiers du commerce sino-centre-asiatique⁽²⁹⁾. Alors que le commerce chinois avec les autres États centre-asiatiques est dominé par les grandes sociétés d'État, qui s'implantent selon des accords bilatéraux signés au plus haut niveau et contournent ainsi un environnement des affaires déficient, le Kazakhstan, grâce à son dynamisme économique, est la république centre-asiatique qui attire le plus le commerce privé chinois. Cependant, comparé aux pays d'Asie du Sud-Est, les moyennes entreprises chinoises y sont encore relativement peu nombreuses et laissent le marché kazakhstanais principalement aux petits entrepreneurs individuels et aux grandes sociétés étatiques⁽³⁰⁾.

Dès le début des relations économiques entre les deux pays, le commerce de valise (*shuttle trade*) ou « shop-tourisme » se développe, compensant partiellement l'effondrement des flux de marchandises en provenance de Moscou et permettant la reconversion professionnelle de toute une classe d'ingénieurs et de travailleurs du tertiaire mis au chômage par la disparition de l'Union soviétique. À l'été 1991 est signé à Kuldja un premier accord sino-kazakhstanais qui favorise le développement du « shop-tourisme » : dès l'année suivante,

22. Hsiu-Ling Wu et Chien-Hsun Chen, « The Prospects for Regional Economic Integration Between China and the Five Central Asian Countries » *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 7, 2004, p. 1059-1080.
23. Bulat Khusainov, « Kazakhstan: Economic Development under Globalization », *Central Asia and the Caucasus*, n° 4, 2001, p. 133.
24. « Kitajskaja i kazakhstanskaja kompanii sodzali SP po dobyche zolota v Kazakhstane » (Des sociétés chinoises et kazakhstanaises ont créé une *joint-venture* d'extraction de l'or au Kazakhstan), *RosInvest*, 7 septembre 2005, <http://www.rosinvest.com/news/126039/>, consulté le 08 novembre 2005.
25. Iida Ashimbaeva, « Dostizhenija i problemy kazakhstansko-kitajskikh ekonomicheskikh otnoshenij », *op. cit.*
26. Konstantin Syroezhkin, *Problemy sovremennogo Kitaja i bezopasnost' v Central'noj Azii* (Les problèmes de la Chine contemporaine et la sécurité en Asie centrale), Almaty, KISI, 2006, p. 272.
27. Déclaration de Vladimir Paramonov citée dans Murat Omarov, « Tovaroborot Kirgystana s Kitaem » (Les échanges commerciaux du Kirghizstan avec la Chine), *Analytica*, 4 juin 2007, www.analitika.org/article.php?story=20070528232957997, consulté le 19 août 2008.
28. Entretien avec Dosym Satpaev, Almaty, 6 mars 2008.
29. Pour plus de détails sur les différentes modalités de commerce entre la Chine et l'Asie centrale, voir Gaël Raballand et Agnès Andréy, « Why should Trade between Central Asia and China Continue to Expand? », *op. cit.*, et Gaël Raballand, « La déferlante économique chinoise et ses conséquences en Asie centrale », *Monde chinois*, n° 11, 2007, p. 129-134.
30. Hu Hunpin, « Dal'nejshee usilenie ekonomicheskogo sotrudnichestva mezhdou SUAR KNR i Kazahstanom v ramkakh SHOS » (Le futur renforcement de la coopération économique entre le Xinjiang et le Kazakhstan dans le cadre de l'ocs), in *Problemy ekonomicheskogo i finansovogo sotrudnichestva v ramkakh SHOS* (Les problèmes de la coopération économique et financière dans le cadre de l'ocs), Almaty, KISI, 2006, p. 146-152.

près de 700 000 citoyens du Kazakhstan traversent la frontière chinoise pour aller acheter des produits de consommation courante en Chine et les revendre chez eux⁽³¹⁾. En 2002, le « shop-tourisme » donnerait encore du travail à près d'un demi-million de Kazakhstanais, qui auraient dépensé au Xinjiang pour plus d'un milliard de dollars entre 1989 et 2003⁽³²⁾. Ces « shop-tours » de plus en plus structurés et organisés (agences touristiques spécialisées, location des services de traducteurs russe-chinois, hôtels réservés aux citoyens des anciennes républiques soviétiques, sociétés de transport s'occupant des formalités douanières, etc.) pourraient aujourd'hui consommer environ quatre milliards de dollars de marchandises par an⁽³³⁾.

Le commerce de valise a été très critiqué par les experts kazakhstanaïses, qui y ont vu la raison de la mauvaise qualité des produits chinois, achetés au plus bas prix par les commerçants centre-asiatiques. Les autorités de Pékin se sont, elles aussi, montrées soucieuses de la détérioration de l'image des produits chinois dans la région. Ainsi, dès l'été 1993, le Comité des entrepreneurs chinois publie un décret qui sanctionne la criminalité liée à la production et à la diffusion de produits de mauvaise qualité, tandis que les autorités kazakhstanaïses se décident à contrôler plus étroitement les activités des commerçants kazakhstanaïses et chinois. En septembre 1995, lors de la visite officielle de Nursultan Nazarbaev à Pékin, les deux parties signent un document sur le contrôle de la qualité des produits importés et exportés⁽³⁴⁾. Par ailleurs, craignant un « déferlement » chinois sur son territoire, Astana a refusé de lever le régime de visa (ce qu'a fait le Kirghizstan jusqu'en 2003), même si elle a mis en place des procédures simplifiées qui en permettent l'obtention aux postes frontaliers.

De plus en plus de sociétés chinoises s'implantent au Kazakhstan. On comptait déjà 300 *joint-ventures* sino-kazakhstanaïses en 1995⁽³⁵⁾. En 2007, selon les chiffres du ministère de la Justice, 78 filiales de sociétés chinoises et près de 4 000 *joint-ventures* sino-kazakhstanaïses seraient accréditées dans le pays⁽³⁶⁾. Ces *joint-ventures* orientées vers le commerce, non la production, dérangent les experts locaux, qui y voient la confirmation de l'exploitation chinoise des matières premières kazakhstanaïses, sans permettre au pays d'accéder aux savoir-faire⁽³⁷⁾. Pour Alida Achimbaeva, plus de 600 entreprises à capital chinois sont actives, principalement dans le secteur pétrolier (extraction, transformation, acheminement, etc.)⁽³⁸⁾. Konstantin Syroezhkin s'interroge sur leurs activités réelles : une majorité des entreprises à capital chinois est classée en tant que société de commerce de gros, un terme vague qui permet de couvrir de multiples

activités potentiellement illicites⁽³⁹⁾. Par ailleurs, près des deux tiers des sociétés chinoises enregistrées ne donnent plus d'informations les concernant ou deviennent rapidement inactives, ce qui confirmerait le soupçon que certains hommes d'affaires chinois se cherchent d'abord une couverture juridique puis disparaissent dans l'économie de l'ombre⁽⁴⁰⁾.

Par ailleurs, ces dernières années, de multiples conflits sociaux ont mis les grandes sociétés chinoises du secteur pétrolier, en particulier la CNPC, sur le devant de la scène médiatique. À Aktobe, Atyrau et Kzyl-Orda, les entreprises chinoises sont critiquées pour employer prioritairement du personnel de Chine, qui vit en vase clos au sein même de l'entreprise, et non des Kazakhs, ce qui n'a aucun impact sur le fort taux de chômage de ces régions. Un seuil minimal d'embauche de locaux étant requis, les Kazakhs qui y travaillent percevaient des salaires inférieurs aux Chinois et seraient cantonnés aux secteurs les plus difficiles⁽⁴¹⁾. En outre, Astana aurait autorisé ces entreprises à fonctionner selon le droit du travail chinois et non kazakhstanaïse, freinant ainsi toute revendication syndicale des employés kazakhstanaïses et choquant l'opinion publique en obligeant ces derniers à saluer durant l'hymne national chinois⁽⁴²⁾. Plus de 300 infractions au code du travail ou aux normes écologiques commises par des sociétés chinoises ont été condamnées par la justice⁽⁴³⁾. Plusieurs experts voient dans la multiplication

31. Vladimir Babak, « Astana v treugol'nike Moskva, Vashington, Pekin. Kazakhstansko-kitajskie otnoshenija » (Astana dans le triangle Moscou-Washington-Pékin. Les relations sino-kazakhstanaïses), *Central'naja Azija i Kavkaz*, n° 1, 2000, <http://www.cac.org/journal/cac-07-2000/19.babak.shtml>, consulté le 25 août 2008.

32. Konstantin Syroezhkin, *Problemy sovremennogo Kitaja i bezopasnost' v Central'noj Azii*, *op. cit.*, p. 134.

33. Vladimir Paramonov, Aleksej Stokov, « Ekonomicheskoe prisutstvie Rossii i Kitaja v Central'noj Azii », *op. cit.*, p. 10.

34. Vladimir Babak, « Astana v treugol'nike Moskva, Vashington, Pekin. Kazakhstansko-kitajskie otnoshenija », *op. cit.*

35. *Ibid.*

36. Konstantin Syroezhkin, « Bol'shaja igra v central'no-aziatskom regione », *Ekonomicheskie strategii – Central'naja Azija*, n° 5, 2007, p. 48-55.

37. M. Namazbekov, « Torgovo-ekonomicheskoe sotrudnichestvo Kazakhstana s Kitajem kak faktor obespechenija bezopasnosti v Central'no-aziatskoj regione » (La coopération commerciale et économique du Kazakhstan avec la Chine comme facteur de sécurité dans la région centre-asiatique), *Analytic*, n° 4, 2003, p. 21.

38. Iida Ashimbaeva, « Dostizhenija i problemy kazakhstansko-kitajskikh ekonomicheskikh otnoshenij », *op. cit.*

39. Konstantin Syroezhkin, *Problemy sovremennogo Kitaja i bezopasnost' v Central'noj Azii*, *op. cit.*, p. 182.

40. *Ibid.*

41. Entretien avec Bektas Mukhamedzhanov, Almaty, 5 mars 2008.

42. Entretien avec Murat Auezov, Almaty, 10 mars 2008.

43. Gul'den Zholamanova, « O nekotorykh aspektakh kazakhstansko-kitajskogo ekonomicheskogo sotrudnichestva v ramkakh shos: politologicheskij analiz », *op. cit.*

des sociétés chinoises sur tout le territoire et non seulement dans les zones frontalières une stratégie volontaire de maillage du pays qui pourrait ensuite permettre à Pékin, en cas de graves tensions politiques, d'exiger la sécurisation de ses entreprises et donc de bénéficier d'un droit d'ingérence sur l'évolution interne du Kazakhstan⁽⁴⁴⁾.

Les secteurs d'implantation chinoise les plus porteurs

La Chine apporte cependant au Kazakhstan des technologies nouvelles et des structures financières et bancaires modernes, aptes à encadrer le développement du pays et son insertion sur la scène mondiale. Ainsi, le secteur des télécommunications, en pleine expansion, intéresse grandement les entreprises chinoises. Alors que les grandes sociétés de télécommunication russes (MTS, BeeLine, Megafon) dominent le marché du service, la Chine s'implante dans le secteur des technologies. Dès 1998, China Telecom développe un premier réseau téléphonique commun avec le Kazakhstan. Les négociations dans ce domaine s'effectuent dans le cadre de l'OCS, qui garantit également aux États membres l'acquisition de technologies de contrôle d'Internet. En 2001, la société nationale Kazakhtelecom décide de choisir les canaux chinois plutôt que les canaux européens, trop coûteux, dans le cadre de la Transit Asia Europe Fiber Cable System qui doit unifier les lignes de télécommunication entre l'Europe et l'Asie⁽⁴⁵⁾. En 2002, la société Shenzhen Zhongxing Telecom Equipment Corporation (ZTE) signe avec Kazakhtelecom un contrat de développement des réseaux téléphoniques sans fil ainsi que l'installation de systèmes de commutation plus performants. En 2004, elle investit plus de 200 millions de dollars dans le réseau CDMA-450 (Code Division Multiple Access) au Kazakhstan via une *joint-venture* sino-kazakhstanaise, Kazakhstan Engineering, possédée à 51 % par Astana. China Telecom a ouvert un bureau à Almaty afin de mieux s'implanter dans le pays et de fournir les services nécessaires aux entreprises chinoises qui y sont déjà installées.

Enfin, il convient de mentionner le domaine bancaire, qui constitue l'un des secteurs de l'économie kazakhstanaise les plus dynamiques. Boostées par la manne pétrolière et à la recherche de profits rapides, les banques kazakhstanaïses ont emprunté des sommes conséquentes aux banques américaines liées aux *hedge funds*. Le Fonds de développement durable Kazyna, qui chapeaute la Banque de développement et est censé aider l'économie nationale à se développer hors du secteur pétrolier, cherche à collaborer plus étroitement

avec les banques chinoises. En 2006, Kazyna et la Banque du développement de Chine ont créé un fonds commun de cinq milliards de dollars qui financera des investissements dans les infrastructures⁽⁴⁶⁾. La Banque de développement de Chine a également accordé aux autorités kazakhstanaïses un crédit de 200 millions de dollars sur un coût total de 310 millions de dollars pour la construction par des sociétés chinoises de la centrale hydroélectrique de Moïnak. Située à environ 200 kilomètres d'Almaty, sur la rivière Charyn, cette centrale, censée être terminée en 2009, aura une puissance de 300 MW qui permettra de combler une partie du déficit électrique du Sud du Kazakhstan. En février 2008, la Banque de développement du Kazakhstan s'est vue attribuer par celle de Chine une ligne de crédit de 100 millions de dollars pour une période de dix ans⁽⁴⁷⁾.

La proximité du Xinjiang : opportunité économique et développement des postes frontaliers

À l'époque soviétique, les relations économiques entre les deux régions étaient extrêmement limitées : l'Asie centrale importait du bétail et des matières premières tandis qu'elle exportait des produits industriels et de l'équipement⁽⁴⁸⁾. Quelques postes frontaliers interdits aux voyageurs individuels étaient ouverts comme Khorgos, Bakhty et Maikaptchagaï, tandis que l'Ili et l'Irtysh servaient au transport commercial fluvial. La construction d'un chemin de fer reliant Urumqi à Alma-Ata avait été entamée lors de l'amitié sino-soviétique puis interrompue par le conflit entre les deux puissances communistes⁽⁴⁹⁾. En 1988, avant même la

44. Entretien avec Konstantin Syroezhkin, Almaty, 4 mars 2008, et Murat Auezov, Almaty, 10 mars 2008.
45. « Kazakhstan zakupaet deshevyy Internet v Kitae » (Le Kazakhstan achète à la Chine un Internet à bon marché), *Netoscope*, 8 janvier 2001, <http://www.netoscope.ru/news/2001/08/01/3052.html>, consulté le 9 novembre 2005.
46. Dosym Satpaev, « Kitaj na provode. K kazhdoj strane CentrAzii u Pekina svoj podkhod » (La Chine en marche. Pékin a une approche spécifique pour chaque pays d'Asie centrale), *CentrAsia*, 22 janvier 2007, www.centrasia.ru/newsA.php4?st=1169450220, consulté le 11 avril 2007.
47. « Bank razvitiya Kazakhstan i Gosudarstvennyy bank razvitiya Kitaja podpisali kreditnoe soglashenie na 100 millionov dollarov », *Spy.kz*, 21 février 2008, <http://www.spy.kz/Econom/Bank-razvitiya-Kazahstana-i-Gosudarstvennyi-bank-razvitiya-Kitaja-podpisali-kreditnoe-soglashenie-na-100-millionov-dollarov/>, consulté le 17 août 2008.
48. Pour une histoire des relations entre la Chine et l'Asie centrale jusqu'en 2002, voir Thierry Kellner, *L'Occident de la Chine, Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, *op. cit.*
49. Viktor Krivonogov, « Kazakhstansko-kitajskie torgovo-ekonomicheskie i nauchnye-tekhicheskie otnosheniya » (Les relations commerciales, économiques, scientifiques et techniques entre le Kazakhstan et la Chine), *Kazakhstan i sovremennyy mir*, n° 1, 2003, p. 24-41.

visite de Mikhaïl Gorbatchev à Pékin, l'Union soviétique et la RPC ont signé un accord autorisant leurs citoyens frontaliers à circuler sans visa. Les républiques socialistes soviétiques kazakhe et kirghize ont alors été jumelées avec le Xinjiang et les premiers flux transfrontaliers se sont organisés, principalement de petits commerçants de nationalité kazakhe, kirghize, doungane et ouïgoure⁽⁵⁰⁾. En décembre 1991, une délégation chinoise dirigée par le ministre du Commerce et des relations économiques extérieures a effectué une première visite officielle dans les républiques d'Asie centrale tout juste indépendantes, un déplacement annonciateur du grand retour de la Chine dans la région.

La prédominance du commerce Kazakhstan-Xinjiang

Le commerce sino-kazakhstanais est à plus des deux tiers un commerce entre le Xinjiang et le Kazakhstan⁽⁵¹⁾. Dès l'automne 1991, le Premier ministre chinois Li Peng inaugure à Urumqi une foire internationale dans le but de développer les relations économiques extérieures du Xinjiang avec le Kazakhstan et le Kirghizstan. Pendant plusieurs mois, quatre villes du Xinjiang dont Urumqi accordent un régime de taxes préférentiel aux investisseurs et hommes d'affaires étrangers. Le commerce entre les deux régions devient exponentiel à partir de 2002, avec une croissance d'au moins 60 à 80 % chaque année⁽⁵²⁾. Ainsi, alors qu'entre 1990 et 1993, le volume du commerce frontalier Kazakhstan-Xinjiang avait atteint un peu plus d'un milliard de dollars, il a dépassé les dix milliards entre 2000 et 2004⁽⁵³⁾. En 2007, les échanges seraient de près de 12 milliards de dollars⁽⁵⁴⁾. Ils se développent tout particulièrement avec la région frontalière nord du Xinjiang, qui ne compte que 23 % du territoire et la moitié de la population mais 70 % de la production régionale, car elle dispose d'importantes ressources telles que les gisements de Karamaï, les mines de Koktagaï et des zones agricoles fertiles⁽⁵⁵⁾.

Les relations économiques entre le Kazakhstan et le Xinjiang ont évolué au cours de la décennie. L'exportation de produits de consommation courante n'est plus l'unique objet des échanges, dorénavant complétée par les hydrocarbures. Les sociétés kazakhstanaises ont investi au Xinjiang dans le secteur du transport, de la production métallurgique, du papier et des produits alimentaires, par exemple la société Raiymbek, spécialisée dans les laitages et les jus de fruits. Le Kazakhstan est ainsi devenu le principal investisseur étranger au Xinjiang, tandis que les investisseurs chinois du Xinjiang sont concentrés, de leur côté, dans la région

d'Almaty. Parmi les principales entreprises du Xinjiang au Kazakhstan, on citera Tsinkaz, qui a ouvert une usine de jus de tomates à Almaty. Les experts chinois et kazakhstanais considèrent toutefois que la coopération bilatérale entre les deux régions n'est pas à la hauteur du potentiel des échanges⁽⁵⁶⁾ et qu'on ne peut parler de réelle intégration économique⁽⁵⁷⁾. Conscientes des potentialités, les autorités chinoises cherchent à approfondir les relations en organisant de plus en plus régulièrement des rencontres au sommet. Ainsi, en septembre 2006, une délégation du Xinjiang a été reçue par le parlement kazakhstanais.

Cette proximité géographique permet de renforcer les liens sino-kazakhstanais dans le domaine des transports terrestres. Le projet du Eurasian Continental Bridge, reliant le port de Lianyungang sur la façade pacifique à l'Europe occidentale via Lanzhou, Urumqi, Dostyk et la Russie sur plus de 10 000 kilomètres dont 3 200 au Kazakhstan, nécessite par exemple la rénovation de certaines portions de routes⁽⁵⁸⁾. La Chine restaure ainsi la portion qui va de Khorgos à Chymkent via Almaty⁽⁵⁹⁾. Plusieurs autoroutes reliant les grandes villes du Xinjiang à celles du Kazakhstan ont été ouvertes (il s'agit en fait d'unification et de restauration de tronçons déjà existants) : en mars 2008, les deux pays ont annoncé l'ouverture de sept nouvelles autoroutes entre Urumqi et Karaganda, quatre destinées au transport de mar-

50. Elena Sadovskaja, « Kitajskaja migracija v Kazakhstane: sovremennye tendencii i perspektivy » (Les migrations chinoises au Kazakhstan : tendances actuelles et perspectives), *Analytic*, n° 6, 2007, p. 33-44.
51. Tchou Sjaopei, « Sotrudnichestvo mezhdou SUAR (KMR) i Kazakhstanom: dostizhenija i perspektivy » (La coopération entre le Xinjiang et le Kazakhstan : aboutissements et perspectives), *Kazakhstan i sovremennij mir*, n° 3, 2004, p. 206-209.
52. Irina Galkina, « Kitajskij sled v istorii » (L'empreinte chinoise dans l'histoire), *Ekspert Kazakhstan*, 4 juillet 2005.
53. Le commerce entre le Kazakhstan et le Xinjiang était de 903 millions de dollars en 2001, 1,365 milliard en 2002, 2,546 milliards en 2003, 3,286 milliards en 2004. Konstantin Syroezhkin, *Problemy sovremennogo Kitaja i bezopasnost' v Central'noj Azii*, op. cit., p. 129.
54. « Sdacha v ekspluataciju kitajsko-kazakhstanskogo mezhdunarodnogo centra prigranichnogo sotrudnichestva » (La mise en exploitation du centre international sino-kazakhstanais pour la coopération frontalière), http://www.china-hongkong-business.ru/index.php?option=com_content&task=view&id=4142&Itemid=2, consulté le 5 août 2008.
55. Sh. Nadyrov, « Sin'czjan-ujgurskij avtonomnyj rajon v dinamike ekonomicheskikh i politicheskikh otnoshenij RK i KMR » (La région autonome ouïgoure du Xinjiang dans la dynamique des relations économiques et politiques entre le Kazakhstan et la RPC), *Kazakhstan-Spektir*, n° 1, 2006, p. 14-25.
56. Hu Hunpin, « Dal'nejshee usilenie ekonomicheskogo sotrudnichestva mezhdou SUAR KMR i Kazakhstanom v ramkakh SHOS », op. cit.
57. Evgenij Savkovich, « Proekty ekonomicheskoi integracii Kitaja i Kazakhstana » (Les projets d'intégration économique de la Chine et du Kazakhstan), *Analytica*, 4 septembre 2006, <http://www.analitika.org/article.php?story=20060904033625413>, consulté le 26 août 2008.
58. Gul'den Zholamanova, « O nekotorykh aspektakh kazakhstansko-kitajskogo ekonomicheskogo sotrudnichestva v ramkakh SHOS: politologicheskij analiz », op. cit.
59. « Po itogam 2007 goda Kitaj zanimaet 4oe mesto v spiske torgovykh partnerov Kazakhstana », op. cit.

chandises, trois à la circulation des passagers, par les postes frontaliers de Khorgos, Zheminaï et Alashankou. La coopération Kazakhstan-Xinjiang est également ferroviaire : malgré les pressions de Moscou, qui cherche à garder son marché, la société nationale kazakhstanaise des chemins de fer, Kazakhstan Temir Zholy, s'est décidée en 2006 à acheter 150 wagons de passagers à l'usine chinoise Tian Shan, pour une valeur de 60 millions de dollars. Elle étudie la possibilité d'en acheter d'autres à la China Railway New Express Transportation Equipment Co., ainsi que des wagons destinés au transport des produits agricoles⁽⁶⁰⁾.

Comme les relations sino-kazakhstanaïses dans leur globalité, celles entre le Kazakhstan et le Xinjiang ne font pas l'unanimité chez les chercheurs kazakhstanaïses et une partie de la classe politique. En effet, l'économie du Xinjiang reste dominée par la production étatique en matières premières et ne bénéficie qu'avec retard du dynamisme technologique des régions maritimes de Chine. La trop grande concentration du commerce kazakhstanaïse avec le Xinjiang accentuerait donc la spécialisation en matières premières d'Astana et empêcherait le développement de relations commerciales avec les régions orientales de Chine, en particulier avec les quelque 50 zones économiques libres du pays⁽⁶¹⁾. Pour Alida Achimbaeva, Pékin chercherait ouvertement à spécialiser le Kazakhstan dans l'approvisionnement en matières premières du Xinjiang afin d'en accélérer le développement, au détriment de l'économie kazakhstanaïse⁽⁶²⁾. Selon Konstantin Syroezhkin, la spécialisation « rouge, noir et blanc » du Xinjiang, c'est-à-dire en fruits et légumes, hydrocarbures et coton, poserait de nombreux problèmes écologiques de long terme pour le Kazakhstan (gestion de l'eau potable, détérioration de la qualité des sols), sans parler de la concurrence entre Xinjiang et Kazakhstan, tous deux spécialisés dans des domaines similaires⁽⁶³⁾.

Le dynamisme des postes frontaliers sino-kazakhstanaïses

Les postes frontaliers et les zones libres qui leur sont attenantes ou en voie de constitution sont rapidement devenus l'un des moteurs du dynamisme commercial sino-kazakhstanaïse. Dès 1993, le Comité pour la science et la technique du Xinjiang propose de créer des zones libres dans les régions frontalières à Inin-Zharkent, Dostyk-Alatau et enfin Boro-Tala, dans la région autonome mongole du Xinjiang. En 1996, Pékin propose de créer un espace économique libre à quatre acteurs dans la région de l'Altaï où Chine, Russie, Kazakhstan et Mongolie disposent quasiment d'une frontiè-

re commune (ces deux derniers ne sont distants que d'environ 50 kilomètres), sans succès toutefois. Une décennie plus tard, le rôle croissant des zones franches a motivé le gouvernement du Xinjiang à proposer la création d'un organe sino-kazakhstanaïse de direction des zones économiques spéciales et une meilleure utilisation des terres frontalières communes⁽⁶⁴⁾. En 2007, la Chine a lancé l'idée d'un triangle de croissance dans la zone Urumqi-Aktagaï-Almaty qui permettrait à la Russie de profiter du commerce sino-kazakhstanaïse pour développer sa région de l'Altaï⁽⁶⁵⁾.

Le premier poste frontalier ouvert, dès 1992, est celui de Dostyk-Alatau (Alashankou). Situé dans la région d'Almaty, près de Zharkent, il est rapidement devenu le principal poste de transit sino-kazakhstanaïse : il accueille 50 % du commerce global entre le Kazakhstan et le Xinjiang, et 90 % du commerce frontalier. Les autorités des deux pays souhaitent faire de Dostyk-Alatau un véritable nœud de transport international : on y retrouve en effet, outre le pipeline sino-kazakhstanaïse (cf. *infra*), une liaison ferroviaire stratégique, celle de l'unique, pour le moment, voie de chemin de fer reliant la Chine à l'Asie centrale (Almaty-Urumqi). Le transit de containers par Dostyk-Alatau connaît une augmentation rapide : il est passé de 7 millions de tonnes en 2004 à 11 en 2005 et 13 millions en 2006⁽⁶⁶⁾. Sur les 15 millions de tonnes ayant circulé par ce poste en 2007, 11,5 millions ont été acheminées du Kazakhstan vers la Chine (principalement des métaux ferreux, des métaux non ferreux et du pétrole), seulement 3,5 millions de tonnes de Chine vers le Kazakhstan⁽⁶⁷⁾. Les autorités kazakhstanaïses espèrent qu'en 2010, le volume de marchandises passant par le terminal fer-

60. « Kazakhstan rassmatrivaet vozmozhnost' priobretenija 38 passazhirskih vagonov u kitajskoj kompanii » (Le Kazakhstan étudie la possibilité d'acheter 38 wagons de passagers à une société chinoise), *Kazakhstan Today*, 14 janvier 2006, <http://www.gazeta.kz/art.asp?aid=69950>, consulté le 08 novembre 2006.

61. Irina Galkina, « Kitajskij sled v istorii », *op. cit.*

62. Alida Ashimbaeva, « Starye problemy novoj ekonomiki Kazakhstana » (Anciens problèmes de la nouvelle économie du Kazakhstan), *Kapital.kz*, n° 21 (108), 31 mai 2007, republié in *CentrAsia*, 2 juin 2007, www.centrasia.ru/newsA.php?st=1180737420, consulté le 15 juillet 2008.

63. Konstantin Syroezhkin, « Strategija 'bol'shogo osvoenija zapada' i problemy bezopasnosti Central'noj Azii » (La stratégie du "développement du Grand Ouest" et les problèmes de sécurité en Asie centrale), *Analytic*, n° 2, 2007, p. 22-32.

64. Oleg Sidorov, « Kitajskij faktor na evrazijskom kontinente » (Le facteur chinois sur le continent eurasiatique), *Gazeta.kz*, <http://www.gazeta.kz/art.asp?aid=798411>, consulté le 15 août 2008.

65. Iida Ashimbaeva, « Dostizhenija i problemy kazakhstansko-kitajskikh ekonomicheskikh otnoshenij », *op. cit.*

66. Ambassade du Kazakhstan en Chine, <http://www.kazembchina.org/create/bike/home.jsp?tablename=itemcontent&iid=7386256821857348225&tableFlag=itemtable>, consulté le 15 août 2008.

67. Iida Ashimbaeva, « Dostizhenija i problemy kazakhstansko-kitajskikh ekonomicheskikh otnoshenij », *op. cit.*

roviaire de Dostyk atteindra les 20 millions de tonnes. Malgré son dynamisme, le poste frontalier connaît encore des difficultés à suivre l'explosion du commerce sino-kazakhstanais. Les formalités douanières ralentissent les flux de marchandises de plusieurs jours, les flux de passagers ayant quant à eux à attendre plusieurs heures pour le changement des roues compte tenu de la différence d'écartement des rails entre l'espace postsoviétique et la Chine⁽⁶⁸⁾. Le bourg de Dostyk accueille cependant de plus en plus de petites entreprises. Un projet de zone économique franche a été évoqué par Astana afin de stimuler le développement de la région, sur le modèle réussi de celle de Khorgos.

Alors que Dostyk-Alatau domine pour le transport ferroviaire, le second poste frontalier de Khorgos est devenu le premier point du transit routier sino-kazakhstanais. Ouvert en 2004, il est situé plus au Sud, sur la petite rivière de Khorgos, à 90 kilomètres seulement de Kuldja et 370 kilomètres d'Almaty. En 2003, les autorités kazakhstanaises et chinoises avaient annoncé la création d'une zone franche pour accélérer les échanges, faisant de Khorgos la première zone franche du Xinjiang et la première transfrontalière de Chine⁽⁶⁹⁾. En 2006, les échanges de marchandises y ont atteint plus d'un milliard de dollars, soit une augmentation de 35 % par rapport à l'année précédente⁽⁷⁰⁾. En 2007, plus de trois millions de personnes et deux millions de tonnes de marchandises y auraient transité⁽⁷¹⁾. Une fois la route Shihezi-Yining-Khorgos restaurée, le trajet entre Urumqi et Almaty sera réduit de 200 kilomètres, ce qui en augmentera la rentabilité. Pour répondre au dynamisme de Khorgos, les infrastructures de transport se multiplient : une nouvelle ligne de chemin de fer reliant Urumqi à Almaty via Khorgos devrait entrer en fonction en 2009 et doubler celle de Dostyk, qui sera rapidement surchargée⁽⁷²⁾. Elle sera accompagnée de la construction d'un port sec qui accueillera un centre logistique de redistribution, d'importantes capacités de stockage et des services de communication.

En avril 2008, le gouvernement kazakhstanais a annoncé la construction à Khorgos d'un aéroport capable d'accueillir des Boeing 747, pour un coût évalué à environ 500 millions de dollars⁽⁷³⁾. Il est également prévu, depuis 2005, de construire un complexe hydroélectrique composé d'une cascade de petites centrales situées à une vingtaine de kilomètres du poste frontalier sur la rivière Khorgos, un affluent de l'Irtysh. La production électrique sera partagée à égalité entre les deux pays et la régulation du débit de la rivière permettra d'augmenter les zones cultivables des deux côtés de la frontière⁽⁷⁴⁾. Khorgos est non seulement devenu le pre-

mier point de passage routier, mais également une zone franche à succès, qui sert de modèle à celles envisagées dans le reste du Kazakhstan et dans les autres États frontaliers comme le Kirghizstan et le Tadjikistan. La zone franche de Khorgos, ouverte en 2006, est devenue la première du Xinjiang : plus de 200 entreprises spécialisées en nouvelles technologies et produits manufacturés sont installées du côté chinois. Dans la zone contrôlée conjointement par les deux pays, un « Centre international sino-kazakhstanais de coopération transfrontalière » doit être mis en exploitation à la fin de l'année 2008. Sur plus de 15 kilomètres carrés, il accueillera des hôtels, des parcs de loisir, mais surtout des salles d'exposition de produits chinois et de nouvelles technologies, qu'il proposera à la détaxe, ainsi que tous les services de logistique nécessaires à l'acheminement des marchandises⁽⁷⁵⁾.

Trois autres postes frontaliers sino-kazakhstanais existent mais restent pour le moment limités au commerce frontalier. Le poste de Kolzhat-Dulart, à 340 kilomètres d'Almaty, est situé entre Narynkol et Khorgos. Il semble appelé à se développer rapidement car le tronçon de route Aksai-Tchundzha-Kolzhat, qui traverse le district autonome ouïgour, est en train d'être réhabilité⁽⁷⁶⁾. Du côté chinois, Durlat est considéré comme un port international depuis 1994. Bien qu'une zone commerciale franche ait été ouverte en 1999, le passage y

68. Nicklas Swanström *et al.*, « China », in Frederick Starr (éd.), *The New Silk Roads. Transport and Trade in Greater Central Asia*, Washington D.C., The Central Asia and Caucasus Institute, 2007, p. 406.

69. Pour plus de détails, voir Sébastien Peyrouse, « The Economic Aspects of the Chinese-Central-Asia Rapprochement », *Silk Road Papers*, Washington D.C., The Central Asia and Caucasus Institute, 2007, 74 p. http://www.silkroadstudies.org/new/docs/Silkroadpapers/2007/0709ChinaCentral_Asia.pdf.

70. « Voprosy razvitiia centra Khorgos i zheleznodorozhnogo perekhoda Dostyk-Alashan'kou obsuzhdeny v pravitel'stve RK » (Le gouvernement du Kazakhstan étudie les questions de développement du centre de Khorgos et de la liaison ferroviaire Dostyk-Alashan'kou), *KazInform*, 4 mai 2007, <http://www.nomad.su/?a=3-200705070234>, consulté le 17 juin 2007.

71. « Sdacha v ekspluataciju kitajsko-kazakhstanskogo mezhdunarodnogo centra prigranichnogo sotrudnichestva », *op. cit.*

72. « Po itogam 2007 goda Kitaj zanimaet 4oe mesto v spiske torgovykh partnerov Kazakhstana », *op. cit.*

73. « V kazakhstanskom poselke Korgas na granice s Kitaem postrojat aeroport » (Un aéroport sera construit dans le village kazakhstanais de Khorgos à la frontière avec la Chine), <http://www.tio.kz/news/V-kazakhstanskom-poselke-Korgas-na-granice-s-Kitaem-postrojat-aeh.html>, consulté le 2 septembre 2008.

74. Pour plus de détails sur la coopération sino-centre-asiatique dans le secteur de l'hydroélectricité, cf. Sébastien Peyrouse, « The Hydroelectric Sector in Central Asia and the Growing Role of China », *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 5, n° 2, 2007, p. 131-148, http://www.silkroadstudies.org/new/docs/CEF/Quarterly/May_2007/Peyrouse.pdf.

75. Iida Ashimbaeva « Dostizheniia i problemy kazakhstansko-kitajskikh ekonomicheskikh otnoshenij », *op. cit.*

76. « Stroitel'stvo i rekonstrukcija avtodorogi Aksai-Chundzha-Kolzhat nachalis' v Almatinskoj oblasti » (La construction et la rénovation de l'autoroute Aksai-Chundzha-Kolzhat ont commencé dans la région d'Almaty), *Professional*, n° 121, 24 avril 2006, <http://www.professional.kz/?mod=text&tx=067075>, consulté le 19 août 2008.



Pipelines et postes frontaliers
 sino-kazakhs.
 © CEFC

reste réduit : en 2002, 6 000 personnes, 3 000 véhicules et 24 000 tonnes de marchandises y ont transité⁽⁷⁷⁾. Les deux autres postes, Bakhty-Tacheng et Maikapchagai-Zheminai, situés plus au Nord, dans la région du Kazakhstan oriental, près du lac Zaïsan, peuvent desservir tout le Nord-Est du Kazakhstan, voire également l'Altai russe. Les autorités kazakhstanaïses financent la restauration de la route Taskensken-Bakhty afin d'accroître la capacité de transport de marchandises du poste, tandis que du côté chinois, le bourg de Tacheng dispose dorénavant d'un petit aéroport ouvert aux vols commerciaux. Le poste Maikapchagai-Zheminai est lui aussi en plein développement : les autorités chinoises y ont créé en mars 2006 une zone franche, la seconde après celle de Khorgos, pouvant accueillir jusqu'à 10 000 stands et 3 000 tonnes de transit de marchandises⁽⁷⁸⁾. Un régime sans visa permet aux frontaliers de visiter la zone commerciale⁽⁷⁹⁾. Un sixième poste, celui de Narynkol-Muzart, situé près de la frontière kirghize, ouvert en 1992, a fermé par manque de trafic. Un septième point de passage, celui d'Alekseevka, situé à plus de 800 kilomètres d'Urumqi, pourrait être opérationnel dans les années à venir.

Le secteur énergétique, moteur de la présence chinoise au Kazakhstan

Devenue en quelques années l'un des plus gros consommateurs d'hydrocarbures au monde, la Chine a du mal à éteindre sa soif énergétique : il est prévu qu'elle consomme 400 millions de tonnes de pétrole en 2020, dont 60 % devront être importés⁽⁸⁰⁾. Afin de diversifier ses approvisionnements du Moyen-Orient, soumis aux soubresauts géopolitiques, les autorités chinoises se sont tournées vers le Kazakhstan qui, selon British Petroleum, serait aujourd'hui en 8^e position

77. Consulter le site web consacré aux frontières et aux ports secs du Xinjiang : <http://www.china.org.cn/english/features/Xinjiang/114781.htm>, consulté le 23 août 2008.
78. « China Boosts Trade Ties with Kazakhstan » *Washington Profile*, 2 février 2006, <http://www.washprofile.org/en/node/4593>, consulté le 15 juin 2007.
79. Iida Ashimbaeva, « Dostizhenija i problemy kazakhstansko-kitajskikh ekonomicheskikh otnoshenij », *op. cit.*
80. P. Sergeeva, « Atasu-Alashan'kou: vchera, segodnja, zavtra » (Atasu-Alanshan'kou : hier, aujourd'hui, demain), *Analytica*, 17 janvier 2007, <http://www.analitika.org/article.php?story=20070117023100978>, consulté le 23 août 2008.

pour les réserves prouvées de pétrole et seulement en 18^e position pour le volume de pétrole extrait⁽⁸¹⁾. Astana espère devenir d'ici 2020 l'un des dix plus gros exportateurs de brut. Les besoins en énergie de la Chine sont appelés à croître dans de telles proportions que celle-ci essaie de diversifier ses sources en se tournant vers le nucléaire mais également vers l'électricité produite avec du charbon. Une fois encore, le voisinage du Kazakhstan se révèle prometteur et de nouvelles directions des relations économiques sino-kazakhstanaïses sont en train de se structurer autour de ces domaines.

Les gisements pétroliers et gaziers opérés par des sociétés chinoises

Dès 1994, le Premier ministre Li Peng a entamé des négociations avec les autorités kazakhstanaïses mais il faut attendre 1997 pour que la China National Petroleum Corporation (CNPC) et ses filiales s'engagent réellement au Kazakhstan suite à un accord bilatéral portant sur la coopération dans le secteur des hydrocarbures, qui prévoyait l'achat de gisements et la construction d'un pipeline. Ce n'est cependant qu'en 2003 que la Chine confirme son statut de partenaire majeur du marché énergétique kazakhstanaïse avec la mise en œuvre du pipeline Atasu-Alashankou, l'acquisition de nouveaux gisements et l'entrée sur scène de sociétés chinoises autres que la CNPC. Malgré les efforts déployés, Pékin n'a pas réussi à s'implanter sur les deux principaux sites du Kazakhstan, celui *onshore* de Tengiz et celui *offshore* de Kashagan. Astana, tout comme les investisseurs occidentaux du consortium North Caspian Sea Project, ont en effet refusé la présence chinoise sur les gisements caspiens, géopolitiquement sensibles. Toutefois, le Kazakhstan semble être partiellement revenu sur ce veto caspien en 2005, lorsque la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) et KazMunaiGaz ont signé un accord d'exploration du gisement *offshore* de Darkhan, situé entre les champs de Kurmangazy et de Karazhambas, dont les réserves sont estimées à 11 milliards de barils de pétrole. Les négociations pour son exploitation sont en cours. L'acquisition de ce site a permis à la Chine de s'implanter, modestement, en mer Caspienne. En plus de Darkhan, son seul site *offshore*, la CNPC opère aujourd'hui sur une demi-douzaine de sites *onshore*. La stratégie de long terme de la Chine est de sécuriser l'approvisionnement du pipeline en acquérant des gisements secondaires situés à proximité de son tracé, ce qui lui per-

met d'éviter les pressions de la part des sociétés étrangères quant au remplissage de l'oléoduc.

La principale acquisition de la CNPC reste la société Aktobemunaigaz, dont elle a acheté 60 % des parts en 1997 et 25 % en 2003⁽⁸²⁾. Située dans la région d'Aktobe, elle contrôle près de 15 % du pétrole kazakhstanaïse et dispose en particulier d'une licence d'exploitation de 20 ans sur les sites pétroliers et gaziers de Zhanazhol et Kenkiyak, qui représentent à eux seuls 5 % de l'ensemble des réserves pétrolières kazakhstanaïses⁽⁸³⁾. L'achat s'est révélé rentable puisque la production a doublé entre 1997 et 2006 : cette année là, la société chinoise a produit 10 millions de tonnes de pétrole et 1,5 milliard de mètres cubes de gaz⁽⁸⁴⁾. En 2008, la CNPC-Aktiubemunaigaz a atteint 120 000 barils par jour, mais non les 200 000 qu'elle espérait pour la fin de la décennie⁽⁸⁵⁾. La Chine déclare avoir investi dans le site 1,5 milliard de dollars, en particulier pour la réhabilitation de la raffinerie et la construction de l'usine de transformation du gaz de Zhanazhol, ainsi que pour le stockage et le traitement⁽⁸⁶⁾. Également acquis en 1997, le site d'Uzenmunaigaz, situé dans la péninsule de Mangistau, a été moins chanceux puisque la CNPC s'en est désengagée en 2005 : selon Astana, la société chinoise n'a pas rempli ses obligations d'investissement et a donc perdu la gestion du site⁽⁸⁷⁾, tandis que selon Pékin, l'exploitation s'étant révélée non rentable, elle l'a retransférée à KazMunaiGaz⁽⁸⁸⁾.

Après ce double achat en 1997, il faut attendre six années avant que la Chine ne réinvestisse le marché kazakhstanaïse par l'acquisition, en 2003, de 35 % des parts de la société Buzachi North à Nimir Petroleum puis des 65 % restants à Texaco. Toutefois, en décembre 2003, la CNPC a brutalement décidé de transférer la moitié de ses parts à la compagnie kazakhstanaïso-canadienne Nelson Resources Ltd., qui a ensuite été

81. « Kazakhstan », Country Brief Analysis, Energy Information Administration, <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/Kazakhstan/pdf>, consulté le 23 août 2008.

82. Irina Galkina, « Kitajskij sled v istorii », *op. cit.*

83. « Pristutstvie Kitaja v Kazakhstane : 'Dostizhenija' i 'perspektivy' » (La présence de la Chine au Kazakhstan : 'succès' et 'perspectives'), *Zona.kz*, <http://zonakz.net/articles/?artid=13774>, consulté le 17 août 2008.

84. Dun Sjaolan, « Nekotorye voprosy kitajskogo-kazakhstanskogo energeticheskogo sotrudnichestva » (Quelques questions sur la coopération énergétique sino-kazakhstanaïse), *Kazakhstan v global'nykh processakh*, n° 3, 2005, p. 32-40.

85. « Kazakhstan - CNPC/AktyubinskMunaiGaz », *APS Review Gas Market Trends*, 28 juillet 2008, <http://www.entrepreneur.com/tradejournals/article/181878714.html>, consulté le 2 septembre 2008.

86. Voir le site officiel de la CNPC, <http://www.cnpc.com>, consulté le 28 août 2008.

87. Bakhytzhana Zhumalievna, « Kazakhstan i Kitaj: vzaimovlijanie i sotrudnichestvo » (Le Kazakhstan et la Chine : influence mutuelle et coopération), *Ekonomicheskie strategii – Central'naja Azija*, n° 5, 2007, p. 42-47.

88. Andrei Chebotarev, « Kazakhstan: Priority Oil Routes », *Central Asia and the Caucasus*, vol. 9, n° 3, 2001, p. 29-30.

rachetée par Lukoil⁽⁸⁹⁾. La CNPC et Lukoil se trouvent donc depuis cette date en conflit pour le droit de préemption sur la moitié du site mais continuent à l'exploiter. Situé au nord d'Aktau dans la région de Mangistau, ses réserves sont estimées à 205 millions de tonnes⁽⁹⁰⁾. En 2008, la production de pétrole y était de 33 000 barils par jour, et de 127 000 mètres cubes par jour de gaz naturel⁽⁹¹⁾. Plus de la moitié du pétrole qui y est extrait est vendue en Occident grâce au pipeline Atyrau-Samara. Le conflit avec Lukoil remet également en question les droits d'exploitation de la CNPC sur le gisement de Bars, proche de celui de Buzachi et dont les réserves, étalées sur 5 600 kilomètres carrés, seraient particulièrement prometteuses (plus de 200 millions de tonnes).

En 2005, la CNPC se fait remarquer par l'acquisition, pour près de 4,3 milliards de dollars, de la compagnie canadienne PetroKazakhstan. Avec près de 12 % de la production kazakhstanaise, dont le site important de Kumkol, celle-ci est considérée comme le deuxième plus grand producteur pétrolier étranger implanté au Kazakhstan et le principal producteur et fournisseur de produits raffinés du pays. Il s'agit là de la plus importante acquisition jamais entreprise par la compagnie chinoise hors du territoire national : le Kazakhstan est ainsi devenu la deuxième base de production de la CNPC hors de Chine, derrière le Soudan. En 2006, Astana a exigé que la CNPC vende un tiers de la société à KazMunaiGaz, ce que la Chine a accepté. La principale zone d'activité de PetroKazakhstan, qui possède entièrement ou partiellement 11 sites ainsi que des licences pour l'exploration de cinq blocs, est située dans le bassin de Turgai, dans les régions de Kzyl-Orda et du Sud-Kazakhstan, ainsi que dans celle d'Aktobe⁽⁹²⁾. La société est également propriétaire, à égalité avec KazMunaiGaz, de la raffinerie de Chymkent, la plus grande du pays, et gère la vente des produits raffinés au Kazakhstan. Ce rachat a toutefois suscité un conflit juridique non résolu avec Lukoil et sa filiale Turgai Petroleum⁽⁹³⁾.

Outre ces trois grands sites, qui forment le cœur de la présence pétrolière chinoise au Kazakhstan, les filiales de la CNPC se sont engagées sur plusieurs petits sites en phase d'exploration ou d'exploitation tous situés à proximité de l'oléoduc sino-kazakhstanaise. Ainsi, en 2004, la CNPC et China North Industries Corporation ont acquis 50 % des parts des sites de Konys et de Bektas (projet KAM), dans le bassin de Turgai, qui recèleraient 21 millions de tonnes de pétrole de réserves⁽⁹⁴⁾. La même année, Sinopec a racheté l'American First International Oil Company (FIOC), qui dispose de licences d'exploitation pour de petits gisements situés dans l'ouest du pays, en particulier le site prometteur d'Adaï, dont

les réserves de pétrole sont estimées à 100 millions de tonnes et celles de gaz à 400 milliards de mètres cubes, qu'elle gère avec Rosneft. En 2005, la CNPC a acquis 100 % des parts d'ADM, qui exploite les deux blocs d'Aryss et de Blinov, aux réserves estimées à 10 millions de tonnes de pétrole⁽⁹⁵⁾. La même année, la China National Oil and Gas Exploration and Development Corp. (CNODC) est devenue l'unique actionnaire de la compagnie pétrolière Aïdan Munai, ce qui lui permet de contrôler la quasi-totalité des sites de la région de Kzyl-Orda⁽⁹⁶⁾. Enfin, le site de Satpaev, dont les réserves sont estimées à 1,85 milliard de barils de pétrole, fait l'objet de négociations entre Oil and Natural Gas Corp. (ONGC) et KazMunaiGaz.

En décembre 2006, la compagnie d'investissement chinoise CITIC Group (China International Trust and Investment Company), basée à Hong Kong, a fait l'acquisition de la société Nations Energy, qui détient les droits d'exploitation du site de Karazhanbas, dans la région de Mangistau, dont les réserves certifiées sont de plus de 340 millions de barils de pétrole. En novembre 2007, CITIC Group a vendu la moitié de ses parts de Karazhanbas à KazMunaiGaz. La Chine est ainsi devenue en moins d'une décennie un acteur important du marché énergétique kazakhstanaise mais sa présence est comptabilisée de manière contradictoire. Ainsi, selon certains, en 2006, les sociétés chinoises ne contrôlèrent que 16 % de l'extraction annuelle, soit un peu plus de 10 millions de tonnes de pétrole⁽⁹⁷⁾. Ce chiffre semble toutefois sous-évalué : selon la majorité des experts, les sociétés chinoises ont produit pour cette même année 2006 près de 18 millions de tonnes de pétrole brut, soit 26 % du total de la production kazakhstanaise⁽⁹⁸⁾.

89. Bulat Khusainov, « Severobuzachinskaja intriga » (L'intrigue de Buzachi Nord), *Ekspert Kazakhstan*, n° 1, 19 janvier 2004, <http://www.expert.ru/printissues/kazakhstan/2004/01/01ka-knelson/>, consulté le 17 février 2007.

90. Pour plus de détails, voir Sébastien Peyrouse, « The Economic Aspects of the Chinese-Central-Asia Rapprochement », *op. cit.*, p. 52-53.

91. « Kazakhstan Major Oil and Natural Gas Projects », Energy Information Administration, <http://www.eia.doe.gov/emeu/cabs/kazaproj.html>, consulté le 31 août 2008.

92. « CNPC in Kazakhstan », <http://www.cnpc.com.cn/eng/cnpcworldwide/euroasia/Kazakhstan/>, consulté le 26 août 2008.

93. Kalamkas Esimova, « Kazakhstansko-kitajskoe energeticheskoe sotrudnichestvo v 2005 gg. », *Analytic*, n° 4, 2006, p. 41-43.

94. <http://www.cnpc.com.cn/eng/cnpcworldwide/euro-asia/Kazakhstan/>.

95. <http://www.cnpc.com.cn/eng/cnpcworldwide/euro-asia/Kazakhstan/>.

96. « Prisutstvie Kitaja v Kazakhstane : 'Dostizhenija' i 'perspektivy' », *op. cit.*

97. Aleksandr Ivanter, « Kazakhstan: Barkhatnaja nacionalizacija » (Kazakhstan : une nationalisation de velours), *Ekspert*, n° 46, 2007, http://www.expert.ru/printissues/kazakhstan/2007/46/neftyanaya_promyshlennost/, consulté le 17 août 2008.

98. Yitzhak Shichor, « China's Central Asian Strategy and the Xinjiang Connection: Predicaments and Medicaments in a Contemporary Perspective », *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 6, n° 2, 2008, p. 69.

Tronçon du pipeline sino-kazakh entre Atasu et Alashankou (Kazakhstan)

© AFP



L'oléoduc sino-kazakhstanais et le gazoduc sino-centre-asiatique

Outre l'achat de gisements, la Chine s'investit dans les circuits d'acheminement qui lui permettent de sécuriser ses approvisionnements, même si la production de certains sites acquis par Pékin dans l'ouest du Kazakhstan est exportée vers l'Europe par les pipelines russes et le Caspian Pipeline Consortium (CPC). La stratégie de la Chine reste pour l'instant de connecter les différents gisements dont elle a fait l'acquisition au pipeline en cours de réalisation. Le projet d'un oléoduc reliant le Kazakhstan à la Chine avait été envisagé dès 1997 mais ne s'est concrétisé qu'à partir de 2003. Les difficiles négociations russo-chinoises sur l'oléoduc Angarsk-Daqing ont revalorisé l'alternative kazakhstanaise, tout comme la hausse des prix des matières premières et la découverte du gisement de Kashagan.

Un premier tronçon, le Northwest Crude Pipeline, mis en service en 2003, relie le champ de Kenkiyak à la grande ville de l'ouest du pays, Atyrau, capitale pétrolière du Kazakhstan, et permet ainsi d'évacuer le pétrole chinois vers les pipelines russes puis l'Europe occidentale. La CNPC, qui possède 49 % des parts, a ainsi participé au premier oléoduc construit depuis l'indépendance du Kazakhstan. Long de 448 kilomètres, sa capacité est censée atteindre les 14 millions de tonnes annuelles. Un second tronçon, le Kazakhstan-China Crude Oil Pipeline, cette fois-ci à l'est du pays, s'étend de la station d'Atasu, dans la région de Karaganda, jusqu'au poste frontalier sino-kazakhstanais de Dostyk-Alashankou. D'une longueur de 962 kilomètres pour un coût de 800 millions de dollars financés par la CNODC et KazMunaiGaz, il est le premier oléoduc à connecter le Kazakhstan à un marché extérieur sans passer par un pays tiers. Il est prévu d'en doubler la capacité à 20 millions de tonnes annuelles par un financement exclusivement chinois⁽⁹⁹⁾. Enfin un troisième tronçon, dont la construction a débuté en décembre 2007, relie, au centre du Kazakhstan, Kenkiyak à Kumkol via la ville d'Aralsk, sur une longueur de 761 kilomètres et pour un coût évalué à 511 millions de dollars. Vers 2010-2011, une fois ce dernier tronçon terminé, la Chine pourra décider de la réversion du tronçon Kenkiyak-Atyrau en direction de l'est et connectera Kumkol à Atasu par un pipeline déjà existant construit à la période soviétique. Elle bénéficiera ainsi d'un oléoduc de plus de 3 000 kilomètres (2 818 kilomètres en territoire kazakhstanais et 270 kilomètres en territoire chinois), d'une capacité de 20 millions de tonnes, reliant la mer Caspienne au Xinjiang. Celui-ci sera connecté au réseau intrachinois déjà existant et

en voie de construction qui dessert les grandes villes de la façade pacifique, les plus consommatrices en énergie⁽¹⁰⁰⁾.

Toutefois, la question du remplissage du pipeline sino-kazakhstanais reste encore problématique, d'autant plus que les retards réguliers de mise en exploitation de Kashagan, repoussée en 2013, et les difficultés de Tengiz à passer en exploitation intensive freine les ambitions du Kazakhstan et donc, par ricochet, celles de la Chine. En 2007, le Kazakhstan n'a exporté vers la Chine qu'environ 85 000 barils par jour, soit 4,25 millions de tonnes, ce qui constitue environ 7 % du total des exportations pétrolières du Kazakhstan et 2,8 % de celles de la Chine⁽¹⁰¹⁾. À l'hiver 2007, Astana a même dû fermer temporairement le pipeline Atasu-Alatau, utilisé à seulement 40 % de sa capacité, pour manque de brut alors que Pékin n'avait pas encore achevé la rénovation de la raffinerie de Dushanzi au Xinjiang⁽¹⁰²⁾. Depuis 2006, des négociations avec les sociétés pétrolières russes sont organisées afin de motiver celles-ci à exporter une partie de leur production en direction de la Chine via les tronçons kazakhstanais. Les autorités kazakhstanaises calculent toutefois qu'une fois Kashagan opérationnel, elles pourront devenir un acteur autonome fournissant à la Chine les 20 millions de tonnes annuelles attendues, Pékin espérant de son côté avoir acquis suffisamment de sites pour pouvoir gérer seule le remplissage de l'oléoduc⁽¹⁰³⁾. Au final, le pipeline devrait permettre d'assurer 5 % du volume des importations chinoises, un chiffre qui pourrait être doublé après des travaux d'accroissement des flux.

99. « The 'Great Game' goes on », *Petroleum Review*, 26 février 2007, <http://www.uofa-web.ualberta.ca/chinainstitute/nav03.cfm?nav03=57276&nav02=57275&nav01=57272>, consulté le 12 août 2008.

100. Pour plus de détails, voir Sébastien Peyrouse, « The Economic Aspects of the Chinese-Central-Asia Rapprochement », *op. cit.*, p. 58-59, et Mekhmet Ogutchu et Ksin Ma, « Energeticheskaja geopolitika. Kitaj i Central'naja Azija » (Géopolitique de l'énergie. La Chine et l'Asie centrale), *Kazakhstan*, n° 3, 2007, <http://www.investkz.com/journals/52/498.html>, consulté le 15 août 2008.

101. Yitzhak Shichor, « China's Central Asian Strategy and the Xinjiang Connection: Predicaments and Medicaments in a Contemporary Perspective », *op. cit.*, p. 70.

102. P. Sergeeva, « Atasy – Alashan'kou: vchera, segodnja, zavtra », *op. cit.*

103. Guo Xuetang, « The Energy Security in Central Eurasia: the Geopolitical Implications to China's Energy Strategy », *The China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 4, n° 4, 2006, p. 117-137.

Depuis 2005-2006, un nouveau projet énergétique de grande ampleur, celui du premier projet de gazoduc transnational chinois, anime les relations entre Pékin et Astana. Le Kazakhstan dispose en effet d'importantes réserves en gaz, celles prouvées étant de 3 trillions de mètres cubes, celles estimées de 5 trillions. Si le pays reste encore un petit producteur (27 milliards de mètres cubes de gaz en 2006), il prévoit une production de 40 milliards de mètres cubes d'ici 2010 et de 80 milliards de mètres cubes vers 2015, dont moins de la moitié sera utilisée pour la consommation domestique⁽¹⁰⁴⁾. Concentrées à l'ouest du pays (un quart des réserves prouvées se trouve dans le gisement de Karachaganak), les réserves kazakhstanaïses pourraient aider à remplir le gazoduc que Pékin a négocié avec le Turkménistan en 2006 et permettrait à Astana de percevoir les droits de transit du gaz turkmène et ouzbek en direction de la Chine⁽¹⁰⁵⁾. Prévu pour être opérationnel dès la fin de l'année 2009, ce gazoduc disposerait d'une capacité de 30 milliards de mètres cubes annuels, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan en fournissant chacun un tiers⁽¹⁰⁶⁾. PetroChina et la China National Oil and Gas Exploration and Development Corp. investissent chacune plus de deux milliards de dollars dans le projet.

Partant des puits de Samandepé, près de Bagtiyarlyk, sur la rive droite de l'Amou-Daria, censés contenir 1,6 milliard de mètres cubes de gaz, le gazoduc parcourra seulement 180 kilomètres en territoire turkmène, puis passera la frontière turkméno-ouzbèke à Gedaim. Il traversera l'Ouzbékistan sur plus de 500 kilomètres (le tracé n'est pas encore définitif) et le Kazakhstan sur près de 1 300 kilomètres avant d'atteindre le Xinjiang via Chymkent et Khorghos. Sur le territoire kazakhstanaïse, un tronçon reliant le site de Beïneu-Bozoï à Chymkent via Kzyl-Orda pourra être construit plus tardivement⁽¹⁰⁷⁾. Les autorités kazakhstanaïses espèrent par ce biais aider en alimentation les régions du Sud du pays, dépendantes de l'Ouzbékistan et souvent sous-alimentées en gaz les mois d'hiver. Les perspectives d'une coopération gazière sino-kazakhstanaïse ne se limitent toutefois pas à ces dix milliards de mètres cubes : la possibilité d'augmenter la capacité du gazoduc afin de recevoir une partie de la production de l'immense site de Karachaganak est régulièrement mentionnée, suscitant l'inquiétude de Gazprom. La Trans-Asia Gas Pipeline Company Ltd., créée pour l'occasion, travaille en collaboration avec les sociétés nationales Turkménneftegaz, Uzbekneftegaz et KazMunaiGaz. Le 30 juillet 2008, cette dernière et la CNPC ont signé un accord pour la construction et l'exploitation du gazoduc dans son tronçon kazakhstanaïse⁽¹⁰⁸⁾.

Les inquiétudes kazakhstanaïses quant à la domination énergétique chinoise

La présence chinoise sur le marché énergétique kazakhstanaïse est la bienvenue : elle diminue la prédominance russe et permettra de percevoir des droits de transit sur le gaz ouzbek et turkmène, voire sur le pétrole russe. Par ailleurs, les sociétés chinoises, soutenues par le pouvoir politique et ses mesures de « bon voisinage », concèdent souvent des contrats d'exploitation plus avantageux pour KazMunaiGaz que les grands consortiums internationaux. Toutefois, l'implantation massive de la Chine suscite l'inquiétude de certains cercles politiques et économiques kazakhstanaïses. Le fonctionnement interne de la CNPC, qui fait venir tout son équipement d'extraction de Chine, ne satisfait pas les entrepreneurs kazakhstanaïses, qui n'arrivent pas à profiter de cette présence pour développer leurs ventes, ni les syndicats, qui se plaignent du droit qu'ont les sociétés étrangères à faire venir leurs travailleurs sans devoir employer massivement des locaux. Certains experts alarmistes évoquent le risque d'une migration chinoise massive qui viendrait modifier l'équilibre ethnique d'un Kazakhstan peu peuplé⁽¹⁰⁹⁾. La possibilité que certaines régions deviennent des enclaves économiques entièrement dépendantes des entreprises chinoises inquiète également : le budget de la région de Kzyl-Orda proviendrait par exemple à 90 % des taxes perçues sur le secteur pétrolier, largement dominé par Pékin⁽¹¹⁰⁾.

Les débats sur la présence énergétique chinoise ont atteint le Parlement. À l'automne 2006, après le rachat de Nations Energy et du site de Karazhanbas par CITIC Group, plusieurs membres du parti présidentiel Otan ont dénoncé « l'expansion agressive de la Chine dans la sphère pétrolière⁽¹¹¹⁾ ». Lors des débats, le député Valeri Kotovitch a certifié que le pays était en train de perdre son indépendance

104. Mehmet Ögütçü, « Kazakhstan's Expanding Cross-Border Gas Links. Implications for Europe, Russia, China and other CIS countries », http://www.dundee.ac.uk/cepmlp/journal/html/Vol17/Vol17_8.pdf, consulté le 19 août 2008.

105. Mehmet Ogutchu, Ksin Ma, « Energeticheskaja geopolitika. Kitaj i Central'naja Azija », *op. cit.*

106. « Kazakhstan », Country Brief Analysis, Energy Information Administration, *op. cit.*

107. Jurij Sigov, « Kazakhstanskaja karta Pekina », *Analytika*, 2 décembre 2007, <http://www.analitika.org/article.php?story=20071120020516946>, consulté le 18 août 2008.

108. « KazMunaiGas, CNPC ink contract for Kazakhstan-China gas pipeline », *Interfax China*, 4 août 2008, <http://www.interfax.cn/news/4545/>, consulté le 10 août 2008.

109. « Prisustvie Kitaja v Kazakhstane : 'Dostizhenija' i 'perspektivy' », *op. cit.*

110. *Ibid.*

111. « Kitaem vedetsja bol'shaja rabota po priobreteniju rjada nefjtjnykh kompanij, rabotaju-shchikh v Kazakhstane » (La Chine mène un grand travail d'acquisition de compagnies pétrolières implantées au Kazakhstan), *Nomad*, 2 novembre 2006, <http://www.nomad.su/?a=3-200611020217>, consulté le 19 août 2008.

énergétique, la Chine contrôlant selon lui 28 % de la production pétrolière kazakhstanaise et pouvant obtenir 40 % du marché en cas de rachat de la société Mangistau-MunaiGas par la Chine. La polémique fut d'une telle ampleur que le ministre de l'Énergie Bakhytkozha Izmukhambetov, qui affirmait que la Chine ne maîtrisait que 12 % des ressources énergétiques kazakhstanaïses⁽¹¹²⁾, a été obligé de signaler qu'il ferait tout son possible pour bloquer ce projet de rachat, ce qui n'a pas été le cas. Néanmoins, début 2007, le gouvernement kazakhstanaïse a fait voter une loi qui interdit aux sociétés étrangères implantées dans le pays de revendre trop rapidement leurs licences d'exploitation à des tiers sans l'accord de l'État. Le manque de transparence des transactions pétrolières d'Astana revient régulièrement sur la scène politique. La directrice de l'Institut du marché mondial Alida Achimbaeva trouve que l'opacité des décisions en matière d'attribution des gisements est dangereuse et que la Chine est anormalement favorisée lors des appels d'offres⁽¹¹³⁾. La chercheuse au Centre d'études de l'Extrême-Orient de l'Institut d'orientalisme Gulzhakhan Khadzhiyeva s'interroge sur le devenir du pipeline sino-kazakhstanaïse si les prix du pétrole chutent, car sa longueur extrême en augmente les coûts, et si de nouveaux gisements sont découverts dans le bassin du Tarim⁽¹¹⁴⁾, tandis que Konstantin Syroezhkin, de l'Institut d'études stratégiques, considère comme problématique le fait que le pipeline soit construit sans que Moscou n'ait garanti qu'elle y ferait transiter son pétrole, ce qui remettrait alors en cause sa rentabilité⁽¹¹⁵⁾. Maria Disenova et Aitolkin Kurmanova, de l'Institut des stratégies économiques, affirment quant à elles qu'il ne faut pas sous-estimer les ambitions de Pékin dans ce secteur même si ses investissements se font sur des sites de dimension moyenne⁽¹¹⁶⁾.

Le risque écologique est également régulièrement mentionné. Par ailleurs, la Chine a refusé de tenir compte des expertises archéologiques faites sur le tracé du pipeline et a saccagé des sites préhistoriques et antiques précieux⁽¹¹⁷⁾. En outre, le gouvernement kazakhstanaïse n'a fait preuve d'aucune transparence sur un certain nombre d'éléments fondamentaux comme la question de savoir qui, de la Chine ou du Kazakhstan, assurera la réparation et la sécurité du pipeline⁽¹¹⁸⁾. L'homme politique et intellectuel Murat Auezov, célèbre opposant au président Nursultan Nazarbaev et sinologue connu, s'inquiète que cette sécurité soit assurée par des sociétés chinoises et non par les forces de l'ordre du Kazakhstan, ce qui serait contraire à la souveraineté du pays. Pour lui comme pour de nombreux

autres chercheurs, ces achats de gisements peu rentables seraient motivés non par des profits énergétiques mais par un intérêt stratégique, l'objectif de Pékin étant le maillage complet du territoire kazakhstanaïse afin de légaliser son droit de regard sur Astana en cas de tensions politiques⁽¹¹⁹⁾.

Uranium et électricité : une coopération sino-kazakhstanaïse grandissante

Les considérables ressources en uranium du Kazakhstan (près de 20 % des ressources mondiales connues, soit entre un million et un million et demi de tonnes), intéressent grandement la Chine. Plus de 9 000 tonnes ont été extraites en 2008 et, selon les pronostics de l'Agence nationale kazakhstanaïse à l'énergie atomique, Kazatomprom, le pays pourrait produire 18 000 tonnes d'uranium en 2010, 27 000 tonnes en 2015, et maintenir ce niveau jusqu'en 2050. Dès 2001, Kazatomprom et la China National Nuclear Corp. (CNNC) ont entamé des négociations pour créer une *joint-venture* chargée d'exporter de l'uranium kazakhstanaïse en Chine⁽¹²⁰⁾. À l'été 2004, l'usine métallurgique d'Ulbinsk, située à Ust-Kamenogorsk, dans l'est du Kazakhstan, et propriété de Kazatomprom, a ouvert une filiale à Shanghai pour y vendre du béryllium, nécessaire à l'enrichissement de l'uranium. En novembre de la même année, un premier contrat d'extraction d'uranium, valable jusqu'en 2020, a été signé entre les deux sociétés⁽¹²¹⁾. Le traité de coopération stratégique de 2005 prône le renforcement des liens entre les deux pays dans le secteur de l'énergie atomique et évoque « l'unification de plus de segments du cycle industriel de production de l'uranium enrichi »⁽¹²²⁾. Suite à cela, un nouvel

112. Mekhmet Ogutchu, Ksin Ma, « Energeticheskaja geopolitika. Kitaj i Central'naja Azija », *op. cit.*

113. Alida Ashimbaeva, « Starye problemy novoj ekonomiki Kazakhstana », *op. cit.*

114. Gulzhakhan Khadzhiyeva, « Kazakhstan i Kitaj: strategicheskie podkhody k ekonomicheskomu sotrudnichestvu », *op. cit.*

115. Entretien avec Konstantin Syroezhkin, Almaty, 4 mars 2008.

116. Maria Disenova, Aitolkin Kurmanova, « Neft' i gaz Kazakhstana – mjagkaja nacionalizacija ili smena partnerov? » (Le pétrole et le gaz du Kazakhstan : nationalisation douce ou changement de partenaires ?), *Oasis*, 30 juillet 2007, www.caoasis.info/news/?c=1&id=19422, consulté le 12 août 2008.

117. Entretien avec Murat Auezov, Almaty, 10 mars 2008.

118. *Ibid.*

119. *Ibid.*

120. « Kazatomprom vedet peregovory o prodazhe Kitaju urana » (Kazatomprom mène des négociations de vente d'uranium à la Chine), *BusinessPress*, 24 août 2001, http://www.businesspress.ru/newspaper/article_mid_21960_ald_80147.html, consulté le 4 avril 2005.

121. « Jadernomu Kitaju nuzhen importnyj uran » (La Chine nucléaire a besoin d'uranium importé), *Iranatom.ru*, septembre 2005, <http://www.iranatom.ru/news/media/year05/september/chiur.htm>, consulté le 9 août 2008.

accord a été signé en décembre 2006 entre Kazatomprom et la China Guangdong Nuclear Power Holding (CGNCP) pour la fourniture par Astana de combustible nucléaire aux centrales chinoises⁽¹²³⁾. Dans ce cadre, le Kazakhstan vend de l'uranium naturel à la Chine, qui l'enrichit elle-même puis l'envoie à l'usine d'Ulbinsk pour être transformé en combustible. Des négociations ont également lieu pour une exploitation commune du site d'extraction d'uranium de Zhalpak, au Sud du Kazakhstan.

Dernier élément de la coopération énergétique sino-kazakhstanaïse, mais non des moindres, la production d'électricité. À la différence des hydrocarbures, l'objectif de Pékin n'est pas tant d'acheminer cette énergie vers l'est du pays que de compenser la pénurie qui touche le Xinjiang, voire, en cas de surplus, d'exporter l'électricité en direction des pays du Sud (Afghanistan, Pakistan, Inde). Le partenariat stratégique sino-kazakhstanaïse signé en 2005 prévoit une coopération entre la société nationale d'électricité du Kazakhstan, KEGOC, et la GRID Corporation de Chine, et invite à la constitution d'un « pont électrique » entre les deux pays⁽¹²⁴⁾. Un premier projet estimé à dix milliards de dollars, évoque l'exportation de 40 milliards de kw/h annuels produits au Kazakhstan, ce qui ferait de celui-ci le premier exportateur d'énergie électrique en Chine. Cependant, dans les conditions de déficit récurrent du Kazakhstan en électricité, ce projet n'a pu être concrétisé mais pourrait prendre vie dans quelques années avec la construction d'une nouvelle centrale électrique à Ekibastuz et d'une ligne haute tension de 800 kW.

Pékin prendrait entièrement à sa charge le financement de cette construction, évaluée à 4,5 milliards de dollars par les experts chinois, à 7 milliards par leurs collègues kazakhstanaïses⁽¹²⁵⁾, en échange de quoi l'ensemble de la production serait destinée à la Chine. Elle serait acheminée par une ligne qui, sur plus de 4 000 kilomètres, relierait Ekibastuz à Urumqi, puis se dirigerait vers Xian ou le Wuhan⁽¹²⁶⁾. Ancien lieu du GULAG, dans la région de Pavlodar, la ville d'Ekibastuz compte déjà les deux plus grosses centrales électriques au charbon du Kazakhstan, qui produisent quelque 5 000 MW⁽¹²⁷⁾. Ekibastuz est considérée comme la mine de charbon à ciel ouvert la plus grande du pays et l'une des plus riches du monde, puisque ses réserves sont estimées à 13 milliards de tonnes. La nouvelle centrale, censée atteindre 3 600 MW, ce qui en ferait la plus puissante de CEI⁽¹²⁸⁾, pose néanmoins de graves problèmes écologiques. L'usine serait en effet une très grosse consommatrice de charbon, ce qui ne ferait qu'aggraver la situation de la ville, l'une des plus polluées du Kazakhstan. Par ailleurs, la ligne à haute tension en direction de la Chine ne prévoit pas que les consomma-

teurs kazakhstanaïses avoisinants puissent s'y relier, ce qui suppose qu'ils assumeront les frais écologiques de la centrale sans en toucher les bénéfices. La centrale augmentera donc le potentiel d'exportation du Kazakhstan sans régler le déficit de consommation intérieure. Une fois encore, cette situation est mal reçue dans la classe politique et parmi les experts, qui y lisent la confirmation de leurs craintes d'un Kazakhstan instrumentalisé à son détriment par une Chine dévoreuse de matières premières⁽¹²⁹⁾.

Conclusion

La Chine fait peur, en Asie centrale comme ailleurs. Au Kazakhstan, sa présence énergétique est souvent surestimée, alors que les consortiums internationaux Agip KCO et Tengizchevroil contrôlent encore plus de 65 % des réserves totales d'hydrocarbures. En l'absence de toute implantation sur les sites de Tengiz et Kashagan, la part de la Chine dans l'extraction du pétrole kazakhstanaïse est appelée à diminuer au fur et à mesure de la mise en exploitation des gisements les plus riches. L'oléoduc sino-kazakhstanaïse capable de transporter 20 millions de tonnes de pétrole de la Caspienne au Xinjiang constitue bel et bien une voie importante de contournement de la Russie mais ne fera pas basculer le pétrole kazakhstanaïse de l'orbite russe à l'orbite chinoise, tout comme le gazoduc sino-centre-asiatique, puisque la Russie contrôle pour encore plusieurs décennies les principales voies d'exportation du gaz vers l'Europe. La peur d'une monopolisation énergétique du Kazakhstan par la Chine est donc excessive tant la Russie et les grands groupes internationaux sont bien implantés. Il s'avère par contre probable que le Kazakhstan ait à gérer les tensions grandissantes entre Moscou et Pékin pour le contrôle de ses

122. Aleksander Shmidke, « Atomnaja promyshlennost' Kazakhstana: sovremennoe sostojanie i perspektivy razvitiya », http://www.pircenter.org/data/publications/06-05-31Shmidke_Article.pdf, consulté le 5 août 2008.

123. « Kazatomprom pomozhet Kitaju » (Kazatomprom va aider la Chine), *Ekonomika i pravo*, n° 12, 2007, p. 4.

124. « Prusutstvie Kitaja v Kazahstane: 'Dostizhenija' i 'perspektivy' », *op. cit.*

125. « Kazakhstan, China to jointly build large-scale Power Plant » *People's Daily Online*, 1er avril 2006, http://english.people.com.cn/200604/01/eng20060401_255104.html, consulté le 24 août 2008.

126. Sergej Smirnov, « 'Kitajskie' megavatty » (Les mégawatts "chinois"), *Ekspert Kazakhstan*, http://www.expert.ru/printissues/kazakhstan/2007/32/kazakhstanskiy_tek/, consulté le 5 septembre 2008.

127. « Joint-Stock Company 'Stantsiya Ekibastuz GRES-2' is Preparing for Large-Scale Measures Aimed at Boosting and Upgrading The Plant's Performance », *Interraoues*, <http://www.interraoues.ru/eng/news/group/52/>, consulté le 26 août 2008.

128. « Prusutstvie Kitaja v Kazahstane: 'Dostizhenija' i 'perspektivy' », *op. cit.*

129. Sergej Smirnov, « 'Kitajskie' megavatty », *op. cit.*

richesses dans des secteurs clés comme les hydrocarbures, l'uranium, l'or et l'électricité.

Sur le plan économique, la Chine ne surpasse la Russie que dans le secteur commercial : les citoyens kazakhstaniens sont en effet appelés à vivre au quotidien dans un environnement matériel dominé par les produits chinois, tout comme d'ailleurs les citoyens de la Fédération de Russie. Le Kazakhstan sera probablement contraint d'abandonner, dans les années à venir, des secteurs industriels devenus obsolètes face à la concurrence chinoise et verra disparaître certains pans de son économie comme les usines de transformation. Cette situation pourrait se révéler problématique sur le plan de la stabilité sociale. Toutefois, le développement du Xinjiang et la constitution probable de nouvelles zones frontalières de libre-échange confirment que, malgré ses inconvénients, cette dynamique commerciale sino-kazakhstanaise apporte plus qu'elle ne dessert le Kazakhstan. Celui-ci se développe en effet dans un environnement peu propice car, outre la Chine et dans une moindre mesure la Russie, Astana n'a pas d'autres débouchés voisins : le reste de l'Asie centrale est toujours touché par la crise économique postsoviétique, l'instabilité de l'Afghanistan freine la coopération avec l'Inde ou le Pakistan, l'Iran et la Turquie ne sont pas si bien implantés qu'on l'avait supposé au début des années 1990.

Toute une génération de jeunes entrepreneurs kazakhstaniens a d'ailleurs bien compris que l'avenir du pays résidait dans l'accroissement de son rôle de transit des marchandises chinoises vers la Russie et l'Europe, offrant aux générations futures une large gamme de métiers dans le secteur tertiaire des services. Cette position de carrefour pourrait relayer le dynamisme du pays en cas de chute des prix mondiaux des hydrocarbures, sur lesquels le Kazakhstan, comme la Russie, a fondé de manière trop unidirectionnelle son développement économique. Quant aux problèmes sociaux suscités par l'entrée de la Chine sur le marché kazakhstaniens (corruption des fonctionnaires, en particulier aux douanes, fuite des capitaux, fuite des cerveaux reconvertis dans le petit commerce à profit immédiat, etc.), ils ne peuvent être imputés à la Chine alors qu'ils relèvent de la politique intérieure d'Astana et des logiques sociales à l'œuvre au Kazakhstan. La montée en puissance de la Chine dans toute l'Asie centrale agit donc comme un catalyseur, révélant les dysfonctionnements des économies locales, trop spécialisées en matières premières, peu attractives dans les autres domaines, et exacerbant les inquiétudes et phobies liées aux transformations sociales vécues par ces pays depuis deux décennies. •